

Colloque histoires partagées France–Australie

Symposium 2018

Imagination | Exploration | Mémoire



Au-delà des moutons : la Première Guerre mondiale et ses suites dans la genèse des relations commerciales entre l’Australie et la France

Colin Nettelbeck

Université de Melbourne

Résumé

La deuxième moitié du 19^e siècle présente quelques exemples de commerce direct entre la France et les colonies d’Australie – surtout, mais pas uniquement, la laine – mais c’est seulement lors de la Première Guerre mondiale qu’on peut remarquer des tentatives plus suivies pour créer une véritable politique d’échanges. Fortement influencées par la contribution militaire australienne au conflit sur le Front de L’Ouest, et poussées par le dynamisme – mais têtu et souvent controversé – Premier Ministre, William (Billy) Hughes, les relations entre l’Australie et la France connaissent une intensité accrue. En résultent la Mission économique française en Australie – événement majeur et très médiatisé – et la nomination, par chaque pays, d’un représentant commercial. Pour des raisons complexes et variées, ce partenariat embryonnaire ne s’est pas développé aussi facilement ou rapidement qu’on l’avait espéré. Cette étude partira du trajectoire de Clive Voss, dont le long service comme représentant commercial à Paris (1919-1946) est plus ou moins complètement oublié, pour examiner l’évolution des relations économiques entre la France et une Australie qui cherche à maintenir son appartenance à l’Empire britannique tout en affirmant son indépendance nationale.

Liminaire

Malgré l’accent que mon titre met sur les relations commerciales, cette communication ne sera pas de l’histoire économique. Je ne suis ni économiste ni historien de l’économie. Il s’agira plutôt d’une histoire culturelle qui cherche à mettre en lumière le commerce bi-latéral entre l’Australie et la France comme thème principal, mais cela dans le contexte de l’évolution des relations historiques plus générales entre les deux pays et les deux peuples. Mes sources comprennent quelques études existantes, mais surtout les recherches que j’ai pu faire dans les archives nationales en Australie et en France.

On peut affirmer comme une donnée de base que la France, avec sa longue histoire de pensée universaliste et sa présence mondiale, n’a jamais perdu de vue les possibilités d’une relation commerciale avec les colonies britanniques d’Australie. Des buts commerciaux sont une constante de la politique étrangère et de la diplomatie françaises. Et comme le signale Robert Aldrich – l’éminent historien australien de la France dans le Pacifique – au 19^e siècle : “les vrais liens entre la France et l’Australie se trouvaient moins dans la migration ou dans les discours de diplomates ou de politiques que dans les rapports commerciaux entre les deux pays et dans leur rivalité à propos des îles du Pacifique.” (Aldrich 1990, 202) Pour leur part aussi, les colonies d’Australie s’intéressaient activement à la promotion de leur profil international ; le Victoria et les Nouvelles Galles du Sud participaient régulièrement aux diverses Expositions universelles qui se tenaient à travers le monde à partir de 1851, y compris celles de Paris (1855, 1857, 1878, 1889, 1900 – voir Douglas 2008). À l’Exposition de Melbourne de 1880, la première officiellement reconnue de l’hémisphère sud, la France s’est assurée une place de premier ordre.

Au-delà de ces expressions de politique et d'aspiration, le cœur du commerce réel entre l'Australie et la France au début du 20^e siècle était la laine dont la production australienne, en quantité et qualité, avait progressé tout le long du 19^e siècle, créant localement affluence et pouvoir, aussi bien qu'un marché d'exportation qui s'est petit à petit détaché de la gestion britannique. En 1900, la France importait plus de laine directement de l'Australie qu'à travers l'Angleterre. (Aldrich 1990) La laine n'était pas le seul produit impliqué dans le commerce australien avec la France ; la France s'intéressait aussi à l'or australien et, dans l'autre sens, les Australiens étaient de bons clients pour les livres français (Kirsop 1995) et, surtout, pour les vins et alcools français, de sorte que des entreprises comme la célèbre maison bordelaise de Curcier et Adet trouvaient avantageux de créer des succursales à Melbourne (1853) et à Sydney (1860) plutôt que de passer par des intermédiaires britanniques. (SLV documents) C'est cependant autour de la laine que le commerce franco-australien s'est vraiment organisé. Pour faciliter ce commerce, il s'est créé un véritable ensemble d'infrastructures, comprenant : des consulats à Sydney (1842) et à Melbourne (1854) ; une banque (le Comptoir national d'escompte, 1881), des lignes maritimes (Ballande, à partir des années 1850, et les Messageries maritimes, 1882) ; un journal hebdomadaire en langue française (*Le Courrier australien*, 1892) ; des antennes de l'Alliance Française (Melbourne 1890, Sydney 1899) ; et une Chambre de commerce franco-australienne (1899). Notons la diversité de ce déploiement de présences françaises. La vingtaine de lainiers comprenaient des affaires de famille aussi bien que des entreprises plus grandes (voir par exemple Dwyer 2017) – exemples de gens du privé qui travaillaient en concurrence mais n'hésitant pas à collaborer quand cela convenait à leurs intérêts communs. Les compagnies maritimes, elles aussi, étaient privées, mais subventionnées par l'État. Le journal, la Chambre de Commerce et l'Alliance française étaient privés, mais sujets à l'influence des consulats. Mais en dépit de ces complexités, à la veille de la fédération australienne, on peut dire que les Français étaient prêts à nouer des relations commerciales avec le nouveau pays.

Peut-être moins prêts que l'aurait voulu le Consul-général de la France à Sydney, Georges Biard d'Aunet. Biard d'Aunet avait poussé la création à Sydney de l'Alliance Française et de la Chambre de commerce. (Barko 1999) Dans son rapport (Biard d'Aunet 1898) au ministre des Affaires étrangères (Théophile Delcassé) sur les effets probables de la fédération, il exprima avec force l'avis que l'Australie connaîtrait le désir d'étendre son influence régionale, ce qui pourrait menacer les intérêts de la France dans le Pacifique. Quoiqu'il n'eût alors que peu de respect pour le jeune peuple australien – qu'il jugeait inexpérimenté, vaniteux, mal éduqué et assez francophobe – il le croyait capable d'amélioration et pensait que la France pouvait, et devait, jouer son rôle dans ce processus au fur et à mesure que se développait chez les Australiens le sentiment d'appartenir à une nation indépendante. (Nettelbeck 1995) Il fit plusieurs recommandations. Pour contrer une ambition impérialiste australienne, il proposait d'accélérer l'établissement du condominium franco-britannique aux Nouvelles Hébrides et de déployer une force navale plus grande. Pour réduire la critique australienne de la France, il proposait la fermeture urgente de la colonie pénale en Nouvelle Calédonie. Mais surtout, il prônait des relations commerciales directes accrues entre la France et l'Australie, croyant que les peuples qui font du commerce ensemble éviteront plus facilement les conflits. A ces fins, il suggérait une utilisation plus systématique des réseaux catholiques missionnaires pour enseigner la langue française – son rôle dans la création de l'Alliance Française de Sydney avait sans doute un mobile semblable. De façon plus pratique, il cherchait aussi une augmentation des services de marine maritime vers l'Australie.

Trois explorateurs français¹

Un autre élément de cette phase préliminaire dans les relations commerciales plus directes entre l'Australie et la France se trouve dans la recherche et les commentaires de trois spécialistes français réputés et de haut niveau – Ferdinand Journet, Louis Vigouroux et Albert Métin – qui, à la fin du 19^e siècle, ont dressé une carte précise et méticuleuse de la société australienne : phénomène à mon avis analogue à la cartographie littorale de Baudin et d'Entrecasteaux d'un siècle plus tôt. Journet (1849-1902), représentant du Ministère des Travaux publics à l'Exposition universelle de Melbourne en 1880, a passé plusieurs mois à enquêter dans toutes les colonies australiennes (mais passant la majeure partie de son temps dans le Victoria). Le livre qu'il en a tiré, comme le signale son titre ambitieux (*L'Australie: description du pays, colons et natifs, gouvernement, institutions, productions, travaux publics, mines*), cherchait à offrir une vue comprehensive du pays : ses peuples – colons et indigènes – son gouvernement et ses institutions, ses produits, ses travaux publics et son activité minière. (Journet 1885) Journet partageait certaines des impressions négatives que Biard d'Aunet exprimerait sur les Australiens, notamment l'importance donnée à la prospérité matérielle et la médiocrité de l'enseignement, mais il admirait des aspects de l'architecture publique et appréciait la qualité du journalisme dans les grandes villes. Ayant discuté longuement avec diverses autorités, il était persuadé que les colonies australiennes cherchaient des rapports commerciaux plus directs avec la France et qu'une augmentation des investissements français en Australie serait bien venue. Il voyait aussi, cependant, que l'espoir australien d'une évolution industrielle plus rapide s'affrontait à un régime tarifaire paralysant (qui comprenait des tarifs entre les différentes colonies) et à un coût du travail très élevé. Ces facteurs problématiques, nous le verrons, allaient perdurer un demi-siècle encore.

Louis Vigouroux (1866-1956), économiste et future élu, député pour la Haute-Loire de 1900 à 1910 (Jolly 1960-1977), avec Maurice Lémonon, était en mission pour le Musée social de Paris, lequel était en plein essor, se transformant en un centre d'études national quasi-officiel, envoyant ses émissaires à tous les coins de la planète pour cueillir une multitude d'informations sur les conditions du travail, l'organisation sociale et les projets de développement ou de réforme des sociétés. (Horne 2002) Vigouroux avait visité les États-Unis et l'Afrique du Sud avant d'atteindre l'Australie, et son itinéraire nous rappelle un élément évident mais important pour qui voudrait tracer la spécificité des liens entre la France et l'Australie : à savoir que l'intérêt porté à l'Australie n'était pas du tout unique, mais faisait partie d'une exploration plus large, de la part du Musée social, des efforts de construction nationale dans les pays plus nouveaux du monde anglophone. La Troisième République française, encore dans son enfance, connaissait elle-même une période de transformations et de turbulences sociales et politiques assez profonde pour qu'on puisse les appeler "existentielles". A l'intérieur du pays, le déclin rural et l'intensification, dans les villes, de la lutte des classes et des conflits religieux et idéologiques a provoqué une instabilité économique et politique continue. A l'étranger, si la France continuait à promouvoir son pouvoir colonial et sa "mission civilisatrice", elle restait ébranlée par la défaite par les Prussiens en 1870 et par le sentiment d'une perte de terrain en comparaison avec la Grande Bretagne et le reste du monde anglo-saxon. On lisait et commentait régulièrement des ouvrages comme celui d'Edmond Demolins (1897) sur la supériorité anglo-saxonne. Paradoxalement, la France de la Belle Époque, avec sa merveilleuse explosion d'innovation dans tous les domaines – arts, sciences, éducation, technologie, philosophie – était en même temps un pays déchiré par des divisions intérieures et le doute de soi. En témoignent, par exemple, les contorsions de l'Affaire Dreyfus, la création et la

¹ Pour être plus compréhensif, il aurait fallu inclure aussi le livre de Pierre Leroy-Beaulieu (1901), lui aussi un explorateur, mais enclin à des jugements catégoriques et négatifs.

réussite de l'*Action Française*, l'amertume qui a accompagné les lois de Séparation de l'Église et de l'État.

L'évolution sociale en Australasie, comme son titre le suggère, se préoccupe plus de l'examen de questions sociales que d'opportunité économique, et le livre inclut la Nouvelle Zélande dans un ensemble de colonies britanniques souvent traitées comme une seule entité. La gamme des sources est impressionnante : quelques compte-rendus connus, une multitude de rapports officiels, des dizaines d'entretiens avec des notables (Australasiens et Français), en plus d'une expérience directe et personnelle étendue sur plusieurs mois – ce qui fait que le livre offre un sommaire historique compréhensif et remarquablement juste du développement des différentes colonies, ainsi que de l'évolution, en Australie, vers un gouvernement fédéral. Il contient aussi une analyse fort détaillée des dimensions sociales, politiques, économiques et culturelles en Australie et Nouvelle Zélande à cette époque: l'urbanisme, l'utilisation de la terre, la question des indigènes, les relations du travail, le vote des femmes, l'infrastructure, les communications, l'industrie primaire, la manufacture, les régimes tarifaires, le fonctionnement du parlement, les préjugés raciaux, l'éducation, le sport, les musées, les bibliothèques, les beaux-arts. Alors qu'il n'évoque pas directement le commerce franco-australien, il réunit un grand savoir contextuel, et il exprime avec force l'avis que les autorités françaises ne sauraient, face à l'importance croissante de la région du Pacifique, continuer à ignorer les réalités d'une Australasie ambitieuse et en pleine expansion. (Vigouroux 1902, 429-430)

Vigouroux évoque plusieurs fois le travail d'Albert Métin (1871-1918)², notre troisième commentateur majeure sur l'Australie en 1900. En général, c'est pour souligner son accord avec Métin sur la plupart des questions (ils appartenaient tous deux à la gauche politique), bien qu'il arrive pas à cacher l'irritation qu'il ressent pour le fait que, arrivé en Australie plusieurs semaines avant son compatriote plus jeune, c'est néanmoins ce dernier qui a réussi en premier à faire publier ses conclusions. Comme chez Vigouroux, les plusieurs mois que Métin a passés en Australasie (surtout en Australie) faisaient partie d'une étude plus large du monde anglophone. Son livre, *Le socialisme sans doctrines* (1901) couvre essentiellement le même terrain que Vigouroux, suivant le même plan, quoiqu'avec moins de détails (la longueur de son texte est à peu près la moitié de celui de Vigouroux). Et comme celui de Vigouroux, c'est le résultat d'une documentation méticuleuse s'appuyant sur des travaux existants, des rapports officiels, le témoignage de personnages significatifs et ses propres observations. Comme Vigouroux, Métin entendait faire une contribution utile à la réflexion française sur les conditions sociales et la réforme et, encore comme Vigouroux, sans avoir comme mission explicite l'exploration des possibilités commerciales, il apporte des informations contextuelles précieuses – il a d'ailleurs déposé son immense collection de documents à la bibliothèque et aux archives du Ministère français du commerce. Métin a noué des rapports amicaux avec divers notables, y compris l'éminent juge Andrew Clark, un des pères fondateurs de la Constitution fédérale³, et le futur premier ministre des Nouvelles Galles du Sud, William Holman.⁴ L'image que la presse australienne cultive de lui est celle d'un homme aimable, un peu bavard mais terre-à-terre, autant à son aise avec les travailleurs qu'avec les nombreux dignitaires qu'il a rencontrés. Énergique, il allait produire un nombre prodigieux d'essais, de livres scolaires, de traductions, et sa carrière politique serait beaucoup plus dynamique que celle de Vigouroux : il a représenté le Doubs de 1909 à 1918 (Jolly 1960-1977), mais il avait déjà été nommé chef de cabinet au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale lors de sa création par Clemenceau en 1906, et a servi dans beaucoup de commissions avant d'être nommé ministre en 1913 et encore en 1915.

² Pour une étude plus détaillée de Métin, voir Nettelbeck 2018.

³ Des lettres de Métin à Clark sont préservées dans la bibliothèque de l'Université de Tasmanie.

⁴ Voir l'éloge de Métin faite par Holman : *National Times*, 18 August 1918, 2.

La Mission économique française en Australie : le 10 septembre 1918 au 1 mars 1919

Son expérience, ses compétences et son enthousiasme pour l'Australie désignaient tout naturellement Métin comme le chef de la prestigieuse Mission économique française qui, à la demande du gouvernement australien, a visité la nation pendant cinq mois à partir de septembre 1918. Aldrich (1989), se fondant surtout sur les archives du Ministère français des Affaires étrangères, fournit d'excellentes descriptions de la création de la Mission, de ses rapports, et de la manière dont, en fin de compte, ses efforts pour améliorer les relations commerciales ont échoué. Dwyer (2015-2016), utilisant des archives australiennes et une large gamme de sources journalistiques (par les moyens de TROVE⁵), ajoute de la couleur et enrichit notre compréhension en accentuant la réception passionnée offerte à la Mission par les autorités australiennes à tous les niveaux et par le public en général. Ce fut en effet une grande occasion historique, remplie de cérémonies et de discours importants, ce qui en fait un symbole utile du changement que l'expérience partagée de la Grande Guerre avait provoquée dans la relation entre la France et l'Australie. Ou plutôt du changement *voulu*, car si les deux côtés désiraient le rapprochement, celui-ci ne viendrait que beaucoup plus lentement que ce qu'on avait espéré, et avec beaucoup plus de difficultés.

Ni Aldrich ni Dwyer, à mon avis, ne rendent assez compte du rôle dans tout ce processus du Premier Ministre Billy Hughes⁶ qui, dès le moment où il devient Premier Ministre en 1915, entre en croisade pour démontrer que la contribution de l'Australie à la guerre donnait à son pays droit à une place plus grande non seulement dans les affaires de l'Empire britannique mais dans celles du monde entier : c'est la force de cette conviction qui lui a permis de participer si activement à la conférence économique de Paris en 1916, où il a cultivé des rapports amicaux avec certains Français éminents, dont Clemenceau et Herriot, se construisant un profil assez puissant pour qu'il ait, de nouveau, un rôle significative dans la Conférence de la Paix à Versailles. Hughes incarnait le paradoxe : toujours controversé en Australie, vilipendé par la presse mais adoré par les soldats de la nation (Fitzhardinge 1979), il était assez francophile (Hughes 1865-1958) mais surtout nationaliste, et il voyait un resserrement des liens avec les Français comme un levier pour promouvoir les intérêts de l'Australie. A Versailles, il soutiendrait la ligne dure des Français sur les réparations allemandes et tiendrait tête à Wilson sur ses tentatives de dicter les termes de la paix et la constitution de la Société des Nations espérant, en retour, recevoir pour l'Australie le mandat de gouverner les anciennes colonies allemandes du Pacifique, aussi bien qu'une résolution de la question des Nouvelles Hébrides et une protection contre l'expansionisme japonais. Son compatriote et assistant, Frederic Eggleston, pensait que Hughes manquait complètement de compétence diplomatique et que les mêmes personnes qu'il croyait ses supporteurs se servait en fait de lui à leurs propres fins : "Hughes a bien sûr connu du succès en France grâce à sa position sur la Nouvelle Guinée mais je ne pense pas qu'il sache quoi que ce soit sur la politique française ou les hommes avec qui il doit traiter." (Journal d'Eggleston 15 février 1919, cite par Hudson 1974, 118) Voilà un jugement qui

⁵ Le moteur de recherche de la Bibliothèque nationale d'Australie qui donne accès à des milliers de journaux numérisés et à d'autres matières.

⁶ Aldrich signale avec raison que la demande formelle faite à la France venait du Haut Commissaire australien à Londres, Andrew Fisher, mais beaucoup des objectifs de la Mission – lesquels, aussi bien qu'une augmentation du commerce bi-latéral, comprenaient le recrutement de plus de soldats australiens, la résolution de l'avenir des anciennes colonies allemandes, surtout de la Nouvelle Guinée, la question de la présence française dans le Pacifique (surtout les Nouvelles Hébrides) – reflétaient les préoccupations-clés de Hughes lui-même dans le rôle qu'il se donnait de celui qui avait amené l'Australie sur la scène mondiale lors de la Conférence économique de 1916, et qui comptait poursuivre ce rôle dans la Conférence de la Paix. (voir Hudson 1974, Bridge and Attard 2000)

mériterait d'être analysée en détail; mais ce que je voudrais souligner ici c'est l'initiative de Hughes dans la réalisation de cette Mission économique française en Australie, elle-même un résultat positif des efforts du Premier Ministre pour restructurer les relations bilatérales pour l'après-guerre.

Dans la lettre du 20 juillet 1918 que Clemenceau écrit à Hughes pour lui présenter Métin,⁷ le président du Conseil français énumère les facteurs de base qui pourraient soustendre une entente franco-australienne. Louant le courage des soldats australiens et l'«enthousiasme généreux» des Australiens envers la cause du Droit et de la Liberté, il continue :

Les deux peuples savent bien que leur idéal est le même, que leurs aspirations sont communes et créent entre eux une ardente fraternité. L'amour de la civilisation, la haine de la tyrannie, le respect de la dignité humaine inspirent à vos soldats, comme aux nôtres, le même héroïsme sur les champs de bataille, dans cette guerre juste dont l'enjeu est la liberté du Monde.

Cette image explicite d'une fraternité forgée lors d'une lutte mortelle pour défendre et soutenir des valeurs communes montre que le discours de Clemenceau s'aligne sur celui de son homologue australien. Cela deviendrait le mantra de la Mission économique et des autorités australiennes qui accueilleront ses membres. En novembre 1918, le Premier Ministre intérimaire Watt écrivait au Président Poincaré et à Clemenceau dans les termes suivants:

Je vous prie d'accepter les remerciements du Commonwealth pour les grands et mémorables services rendus par votre pays à la cause de l'humanité, et d'exprimer non seulement l'espoir mais la croyance profonde que la connaissance et l'estime mutuelles qui résulteront de la visite de la Mission française vont approfondir et développer les relations fraternelles entre les citoyens de votre grande République et le peuple du Commonwealth d'Australie.⁸

Il est tentant, mais en fin de compte futile, de spéculer sur ce qui aurait été le sort de la Mission si Métin, en route pour Sydney, n'était pas mort à San Francisco : il fut remplacé par André Siegfried, avec le Général Pau comme figure de proue. Comme Aldrich (1989) le signale, la Mission avait des objectifs militaires et politiques aussi bien qu'économiques. Les Français voulaient la continuation des contributions australiennes aux efforts de guerre et espéraient de l'aide pour la reconstruction du pays; ils voulaient, aussi, discuter de leur avenir dans le Pacifique, surtout aux Nouvelles Hébrides. Sur le plan économique, ils voulaient remplacer l'Allemagne comme partenaire commercial de l'Australie, et redresser le déséquilibre commercial qui favorisait tant le côté australien.

Globalement, on peut affirmer que la France a obtenu satisfaction sur le premier point, mais très peu sur les deux autres. Pendant les deux premiers mois de la visite de la Mission, l'Australie a continué à contribuer fortement – dans les domaines militaire et civil – à l'effort de guerre et il n'y a aucune doute que les voyages de la Mission à travers le pays ont continué à susciter la générosité des donateurs civils australiens. Le 12 octobre, la section australienne de la Croix rouge française a présenté au Général Pau un cheque à la valeur de £100, 000⁹ (plusieurs millions de dollars aujourd'hui), et il est plus que probable que le mouvement de sympathie créé par la Mission a joué dans l'enthousiasme avec lequel les

⁷ NAA: CP222/1, 1

⁸ NAA: A2 1918_122148118 Part 1

⁹ Événement très médiatisé à travers le pays entier. Voir par exemple *The Herald*, 12 octobre 1918, 16; *The Mercury*, 14 octobre 1918, 7; *The Sydney Morning Herald*, 14 octobre 1918, 6; *The Western Australian*, octobre 14, 4; *Punch*, 17 octobre 1918, 18; *The Leader Sat.* 19 octobre, 24.

Australiens, après l'Armistice, ont soutenu la reconstruction en France, y compris l'adoption, par certaines villes australiennes des villes françaises de Poilcourt (Sydney), Dernancourt (Adélaïde) et Villers-Bretonneux (Melbourne).

Dans les domaines socio-politiques et économiques, la Mission réaffirmait l'intérêt exprimé plus tôt par Vigouroux et Métin pour les lois du travail progressives de l'Australie, mais en même temps considéraient que la prospérité du pays dépendait presque entièrement de l'exportation de produits de l'industrie primaire et d'un régime tarifaire extrêmement défavorable à tout pays en dehors de l'Empire britannique. Le sentiment isolationniste vis-à-vis de l'Asie explicitement exprimé dans la politique de l'Australie blanche, et en particulier la peur obsessionnelle du Japon, constituaient de sérieux obstacles à l'entente franco-australienne dans le Pacifique, où la France, régulièrement, employait des travailleurs japonais et faisait des affaires avec des compagnies japonaises.

L'Allemagne fut éliminée comme puissance coloniale dans le Pacifique, et l'Australie reçut le mandat de gouverner la Nouvelle Guinée. En dépit de l'accord qui donnait à la Grande Bretagne toute la laine produite en Australie pendant l'après-guerre, la Mission a négocié pour la France un grand lot spécial pour aider à la reconstruction de l'industrie du textile; et en effet, pendant les années 1920 et 1930, la France est redevenue un acheteur majeur de la laine australienne et, assez souvent, même l'acheteur le plus important. Mais étant donné qu'il n'y avait aucune augmentation de l'exportation française vers l'Australie, cela n'a fait qu'empirer le déséquilibre commercial en faveur de l'Australie. Somme toute, le grand geste de la Mission Économique et les discours cérémonieux qui l'accompagnaient ont eu peu de résultats pratiques. Dwyer (2015-2016, 53) croit que certains éléments du rapport de la Mission, tels que les projets culturels d'échanges universitaires d'étudiants et de professeurs – choses devenues communes à la fin du 20^e siècle – indiquent que la Mission était simplement en avance sur son époque. Mais de fait, il y aurait bien des difficultés et bien des discontinuités à surmonter avant que de telles idées puissent remonter à la surface et devenir fructueuses.

Il y a une proposition concrète de la Mission qui s'est réalisée : la nomination, par chaque pays, d'un représentant commercial envoyé chez son partenaire. Les Australiens ont nommé Clive Voss (1888-1959), qui a pris son poste en 1919. Les Français ont nommé Georges Bader (1878-1960) qui a pris le sien en 1921. Ni l'un ni l'autre n'est un grand acteur historique, mais leur longue période de service (plus de 30 ans pour Voss, 17 pour Bader) offre une optique utile pour l'étude des relations économiques – souvent fort difficiles – entre l'Australie et la France pendant l'entre-deux-guerres. Je ne parlerai pas de Bader ici, sauf pour mentionner en passant que son périple a des éléments en commun avec celui de Voss. Avant la guerre, Bader avait déjà vécu plusieurs années en Australie : c'est une des raisons pour lesquelles il a été choisi. Ayant servi dans l'armée française, il voulait retourner en Australie. Semblablement, Voss, ayant vécu en France et épousé une Française, et après avoir servi dans l'armée britannique, voulait continuer sa vie en France.

Du point de vue australien, que Voss ait été notre premier représentant officiel en France devrait avoir quelque valeur symbolique au moins, mais en réalité Il a été presque complètement – et à mon avis injustement – oublié,¹⁰ en dépit des dossiers volumineux le concernant qu'on peut trouver dans les Archives nationales. Il peut sembler peu intéressant, dans le contexte des énormes séismes de l'entre-deux-guerres – la montée des

¹⁰ Schedvin (2008) l'évoque, mais surtout pour souligner son inefficacité.

idéologies totalitaires et du militarisme en Europe et en Asie, la grande crise économique, la guerre civile en Espagne, la guerre sino-japonaise – de ressusciter la vie et l'activité d'un personnage officiel mineur. Dans le cadre de l'évolution des relations franco-australiennes, cependant, qui pendant cette période ont connu des désaccords sérieux (et pour des raisons liées directement et indirectement aux troubles mondiaux), j'estime que la contribution de Voss, certes sans être ce qu'on prévoyait à l'origine, mérite quand même notre attention. C'est bien sûr la préservation des archives de ses activités qui nous permet de repenser l'homme et son temps. Et je crois que l'analyse que je proposerai de ces archives montrera que Voss et sa carrière en valent la peine. En même temps, j'espère vous convaincre que la méthodologie de la micro-histoire que j'emploie, en accentuant la dimension humaine, peut enrichir notre compréhension des interactions entre l'Australie et la France pendant cette époque.

Sortir Clive Harold Voss de l'oubli?

C'est le Premier Ministre Billy Hughes lui-même qui a ordonné que Voss soit nommé Agent Commercial Australien à Paris. Pour comprendre le poids de cette décision, nous devons nous rappeler que depuis la Fédération jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, la politique étrangère de l'Australie a été essentiellement définie par la Grande Bretagne, et la représentation diplomatique australienne se limitait à Londres et à New York. Schedvin (2008, 17-19) esquisse les tentatives australiennes, embryonnaires et hésitantes, pour établir un vrai service commercial fédéral,¹¹ ce qui a failli se produire à l'époque de la Mission française (mais en fait ne s'est réalisé que deux décennies plus tard), et ce climat momentanément favorable aurait joué dans la décision de nommer Voss; mais s'y ajoutait aussi la volonté, chez Hughes, de créer des liens plus forts avec la France. Cette volonté sous-tendait l'initiative de la Mission Economique Française, et c'était le thème majeur du discours que Hughes a prononcé, en français¹², à la Foire de Lyon en 1921:

Messieurs, dans la tâche immense qui nous confronte tous, j'espère que nous pourrons nous aider les uns les autres. De même que la France et l'Australie ont combattu côte à côte, de même que le sang de nos fils a coulé et s'est mêlée (sic) sur ce sol sacré de France, pour la Liberté, de même nous pouvons et devons commercer les uns avec les autres. L'Australie désire entrer en relations commerciales avec la France. Elle désire commercer avec Lyon. Nos deux nations ne trouveront que des avantages à ces échanges commerciaux. (Hughes *Papers*, 1538/25/1528-1533)

Quoi qu'on pense de ces grandes visées (ou aspirations) politiques, le choix de Clive Voss comme Agent commercial reste curieux, et était probablement une des improvisations typiques de Hughes. Qui était Voss? Fils du directeur d'une succursale de banque de province dans le New South Wales, il s'est montré talentueux en cricket et football, et devait suivre les pas de son père, et c'est ce qu'il a fait pendant quelque temps, comme comptable.¹³ A vingt et quelques années, il a quitté l'Australie pour la France, pour suivre son rêve de devenir pilote d'avion. Il a été le premier Australien à recevoir un permis de pilotage en France (30 novembre 1912), lequel a été tout de suite reconnu en Angleterre.¹⁴

¹¹ L'analyse de Schevin des obstacles entravant l'établissement du service fédéral – surtout les objections venant des différents États, qui avaient leurs propres services – révèle un aspect important de la faiblesse de la fédération à ce stade-là. Un service national ne s'est réalisé que dans les années 1930.

¹² Les biographes et commentateurs de Hughes ont noté l'existence de ce discours en français, mais sans en examiner le contenu. C'est dommage, car il exprime des aspects importants de la pensée de Hughes, et de la politique qu'il voulait mener.

¹³ Les détails sur la jeunesse de Voss sont pris dans des journaux régionaux, accessibles par TROVE. Voss a travaillé dans les succursales de la Banque de NSW à Dulwich Hill and Hornsby: voir *The Cumberland Argus and Fruitgrowers Advocate*, May 6, 1911, 6.

¹⁴ Je remercie Bill Land pour la documentation concernant la formation de pilote de Voss et son service militaire.

C'est en offrant un vol de plaisir au-dessus de Versailles qu'il a rencontré sa future femme, Georgette, une Française.¹⁵ Plus tard, Georgette a donné une version légèrement différente de cette rencontre, tout en brochant sur la carrière et les compétences de son mari, prétendant qu'il avait passé 18 mois au Canada comme un riche agent immobilier, avait représenté la compagnie Daimler à Paris, et atteint le rang de capitaine dans l'armée britannique.¹⁶

On ne sait pas comment Hughes a connu Voss ; vraisemblablement celui-ci était son chauffeur pendant la Conférence de Paix : c'est ce que le lieutenant (jamais capitaine) Voss faisait après avoir servi dans la Division des Transports de l'Armée britannique, où il s'était porté volontaire en 1915. Le 8 juillet 1919, Hughes a écrit au Haut Commissaire Fisher pour annoncer qu'il avait nommé "des représentants du Commonwealth dans le Royaume Uni et en France afin de traiter de contrats qui ont été l'objet de longues négociations entre moi-même et les gouvernements français et italien, et de promouvoir plus généralement les intérêts commerciaux de l'Australie." (NAA A 2910 442/21/8 Part 2) L'arrangement devait être temporaire et revu quand Hughes retournerait en Australie. Les représentants nommés à Londres, Henry Braddon and Walter Leitch, avaient des compétences beaucoup plus évidentes, étant déjà de grandes figures dans l'agriculture et la manufacture respectivement; et ils n'ont pas hésité à dire à Hughes ce qu'ils pensaient de sa nomination de Voss. Une longue lettre du 17 juillet 1919 est une condamnation irrévocable:

...si le Lieutenant Voss semble fiable et doté d'un certain bon sens, il est tout à fait évident que son expérience ne lui permettra pas d'entreprendre un travail indépendant ou responsable, quel qu'il soit – surtout des discussions financières avec des représentants de haut niveau. Il n'a aucune connaissance, non plus, des complexités de la publicité. (...) Quant à son expérience, celle d'un comptable dans une petite succursale de banque en banlieue, avec un peu de travail comme caissier et comptable à Paris, vous comprendrez qu'il n'a ni les connaissances, ni l'expérience, ni le statut personnel pour un travail vraiment responsable. Pour être juste à son égard, il ne semble jamais avoir ambitionné des responsabilités de haut niveau, mais plutôt quelque chose comme un poste de secrétaire auprès de quelqu'un de plus expérimenté.(NAA A461 O323/1/7 Part 1)

Dans sa lettre de désignation, Hughes confiait à Voss de grandes responsabilités et une grande liberté d'action. Il ne devait pas limiter ses efforts à la France, mais les étendre à la Belgique, à l'Italie, au Danemark, à la Suède, au Norvège : "en somme, à toute partie de l'Europe où des perspectives se présenteront." (NAA A461 O323/1/7 Part 1, Hughes to Voss 8 July 1919) Le décalage entre le jugement de Hughes sur Voss et celui de ses conseillers de Londres ne pourrait être plus voyant. Qui avait raison? Avant d'essayer de répondre à cette question, il faut noter que pendant toute la décennie suivante, le poste de Voss est resté un champ de bataille entre les fonctionnaires et les hommes politiques qui voulaient l'abolir, et Billy Hughes qui, malgré quelques hésitations, a tenu à le maintenir. Voss lui-même n'a pas été un élément passif dans ce conflit: il s'est battu avec ténacité et, au fur et à mesure, de plus en plus efficacement, pour maintenir une présence officielle australienne à Paris, et pour son propre rôle.

Voss a installé son bureau dans les locaux de la Chambre de Commerce Britannique, rue Halévy, lieu volontairement prestigieux près de la Place de l'Opéra. L'Australie versait déjà £500 par an à la Chambre pour représenter les intérêts australiens, et la nomination de Voss (à £350 l'an) lui donnait l'usage du bureau, une dactylo bilingue à temps plein et le téléphone – arrangement dont le prix était comme on le voit peu onéreux. Une première

¹⁵ Voir *The Bathurst Times*, Tuesday 23 September 1913, 1.

¹⁶ *Arrow* (Sydney), Friday 28 October 1932, 24. Une demande de retraite de 1948 montre que Voss et sa femme se sont mariés au Canada en avril 1913. (NAA A2910 442/21/8 Part 6)

grande attaque est néanmoins arrivée dès juillet 1920 qui aurait très bien pu coûter à Voss son poste. A l'origine, il avait été nommé pour trois mois. Ayant commencé en octobre 1919, il avait reçu deux courts prolongements. On ne sait pas ce qui a précipité la recommandation de Braddon que Voss soit licencié le 31 août 1920, mais la recommandation a été approuvée par Hughes. Voss semblait d'abord accepter ce jugement, tout en plaidant pour le maintien du bureau, insistant que la présence australienne en France ne devrait pas dépendre des Britanniques, qui avaient employé un Français pour représenter les intérêts de l'Australie.¹⁷ Mais simultanément, Voss avait décidé de faire appel directement à Hughes lui-même, ce qu'il a fait par télégramme, le 30 juillet, et de nouveau le 25 août, affirmant "une grande augmentation des relations commerciales mutuelles entre l'Australie et les maisons françaises." Si Voss ne pouvait évoquer que peu de contrats dont il était personnellement responsable, Hughes pensait qu'il faisait assez de progrès pour que le poste soit maintenu pour le moment.

La question revient sur le tapis en novembre 1923, posée cette fois par le Contrôleur général du Département du Commerce et de la Douane, ce qui pousse le nouveau Premier Ministre, Stanley Bruce, à faire une inspection personnelle du travail de Voss dans le bureau parisien. Dans une réunion de la Commission du Commerce du 11 avril 1924, Bruce livre un jugement accablant : le bureau de Voss "n'est qu'une sorte d'Agence Cook' à pour les Australiens à Paris et la valeur du travail commercial fait par Voss est nulle." (A461 O323/1/7 Part 1 Department of Trade Memo 2 May 1924). Néanmoins, Bruce admettait que Voss ne coûtait pas cher et qu'il y avait quand même une certaine utilité dans les conseils douaniers qu'il fournissait et dans l'assistance qu'il offrait aux Australiens de passage ; il a donc conclu que le bureau, et Voss, devaient rester.

Il y a eu bien d'autres péripéties pendant les années 1920, et ce n'est qu'au début des années 1930 que l'avenir du bureau parisien a été plus ou moins assuré, et encore, en 1931, à cause de la Loi d'Urgence Financière imposée en Australie pour parer à la Crise économique mondiale, le salaire de Voss, qui n'avait jamais été augmenté, a été coupé de 20%. Cela lui a infligé des difficultés financières sévères et, pendant les années suivantes, il a été réduit à mendier, auprès de ses maîtres londoniens, de petites sommes pour assister à telle réception officielle, pour payer les abonnements de certaines revues de commerce, et même pour les étrennes du concierge.

Quels ont été les résultats du travail de Voss, et comment reflètent-ils l'évolution des relations, économiques et autres, entre Australiens et Français pendant l'entre-deux-guerres? Si les premiers rapports qu'il a faits à Londres (à partir de novembre 1919)¹⁸ ne révèlent aucune pensée stratégique sur le commerce bi-latéral entre nations, ils démontrent néanmoins non seulement beaucoup de bonne volonté et une grande énergie, mais une véritable finesse pour ce qui concerne la communication et la création de réseaux, et une compréhension nuancée des pratiques et des systèmes de gouvernement et de réglementation en France. Dans le domaine du commerce, Voss a organisé des dizaines de liens entre Français et Australiens cherchant à placer leurs produits ou à en acheter; et il fournissait autant de réponses à un flot ininterrompu de demandes de renseignements sur les règlements douaniers australiens.

¹⁷ Les documents couvrant cet épisode se trouvent dans le dossier NAA A461 O323/1/7 Part 1. Le Français en question n'est pas nommé, mais il était manifestement une bête noire pour Voss: voir Voss au Col. George B. Hogben 30 July 1920.

¹⁸ Ces rapports (de novembre 1919 à juin 1920) se trouvent aux NAA A2 1920/2849, sauf pour mai 1920, à A461 O323/1/7 Part 1.

Voss a vite appris quels obstacles pouvaient empêcher une augmentation du commerce entre la France et l'Australie, notamment l'énorme déséquilibre commercial favorisant l'Australie et le refus australien d'accorder à la France des conditions tarifaires préférentielles. Au début, il se montrait assez optimiste. Dans son rapport de mars 1920, il concluait: "L'Australie jouit d'un grand prestige dans ce pays en ce moment, et ce serait à mon avis une erreur fatale de compromettre les futures relations commerciales avec la France en manquant de bien mettre les intérêts de l'Australie devant le public français." Il soulignait constamment le besoin de publicité, d'informations, d'échantillons des produits australiens. Mais il a noté aussi les rapports commerciaux qui se tissaient entre la France et le Canada, suggérant que l'Australie devrait réfléchir plus systématiquement à la modification de ses pratiques douanières. Désormais il ne cesse de conseiller à son gouvernement la signature d'un accord commercial formel avec la France. Comme nous le savons cela n'aboutira que vers la fin de 1936¹⁹, et entretemps, les deux pays étaient impliqués dans une véritable guerre commerciale (voir Schedvin 2008, 25), laquelle a provoqué une chute dramatique dans le commerce entre les deux pays. Voss a suivi ces développements en les décrivant et en essayant d'en souligner la gravité: dans une lettre de 1934, il signalait que la France avait été doublée par le Japon dans l'achat de la laine australienne, et défendait la France "comme l'un des clients les plus fidèles de l'Australie depuis de nombreuses années" (NAA A981 TRAD 50 PART 1, Voss au département du Premier Ministre, 14 août, 1934); en avril 1935, il écrivait de nouveau, pour démontrer comment, sur l'année précédente, les importations françaises en provenance de l'Australie étaient tombées de 25%, et les importations en Australie en provenance de France d'un tiers. La balance des paiements restait en faveur de l'Australie par un facteur de 4 ou 5. (NAA A981 TRAD 50 PART 1, Voss au département du Premier Ministre, 3 avril, 1935)

On ne peut pas mesurer combien les opinions de Voss ont compté dans le changement qui a finalement eu lieu dans l'attitude australienne à l'égard d'un accord commercial avec la France. Il y avait d'autres voix qui soutenaient la même politique. L'homologue de Voss à Sydney, Georges Bader, avait publiquement blâmé l'Australie pour l'effondrement du commerce entre les deux pays. (*Sydney Morning Herald*, 6 September 1933, 9; *ibid.* 20 April 1934, 11) Et en mars 1934, une délégation de la Chambre de Commerce franco-australienne, menée par son président Maurice Pelletier, s'était présentée au Premier Ministre Lyons. Elle aussi a décrié le déséquilibre commercial, mais a souligné que l'injustice de la situation commençait à pénétrer l'opinion publique en France, menaçant ainsi les relations fondamentales entre les deux pays. La réponse de Lyons a été brève et neutre, sauf pour réaffirmer que "le gouvernement du Commonwealth doit, bien entendu, protéger les intérêts de l'industrie australienne". (NAA CP30/3 21 Personal Papers of Prime Minister Lyons) Schedvin (2008) a sans doute raison de dire Voss n'a joué aucun rôle direct dans les négociations menant à l'accord signé en 1936, mais on peut penser que les avertissements et les recommandations qu'il avait prodigués avec tant d'insistance ont quand même eu leur effet.

Il est clair que Voss, en créant avec tant de soin et d'attention des liens avec le monde commercial et politique français, et grâce à ses connaissances et sa finesse vis-à-vis des "façons de faire" à la française, a été respecté par les Français comme un interlocuteur digne et fiable. Romain Fathi (2015) à partir des archives départementales de la Somme, a documenté la correspondance entre Voss et le préfet, aussi bien qu'avec le maire de Villers-Bretonneux, pendant le processus assez compliqué, pendant les années 1920, de la construction de la mémoire de guerre australienne, et de l'aide australienne à la reconstruction française; et je suis sûr qu'une enquête dans d'autres archives en France

¹⁹ L'accord a été signé le 27 novembre 1936, et est entré en vigueur le 1 janvier 1937 (*Commonwealth of Australia Gazette*, n° 106, 17 Dec. 1936, 2283)

confirmerait l'étendue des liens établis par Voss. Ses dossiers dans les archives nationales australiennes contiennent maintes preuves – y compris plusieurs témoignages fort louangeurs – des services rendus par Voss à des hommes d'affaires australiens de tous niveaux.

Pour faire le bilan de l'apport de Voss dans le domaine économique : il n'a pas été le moteur de l'innovation majeure qu'imaginait Hughes, mais il n'était pas non plus aussi inefficace que le voulaient ses détracteurs. Voss a cru à la vision qu'avait Hughes d'un rapport commercial australo-français beaucoup plus rapproché, et pendant vingt ans il a fait de son mieux, seul avec sa dactylo, pour faire vivre ce rêve à partir de son bureau parisien. Contre lui, il avait la réputation d'incompétence professionnelle répandue par ses collègues de Londres; contre lui aussi, l'inertie de la vieille politique australienne de la "protection plus la préférence" [préférence pour la Grande Bretagne et l'Empire s'entend](Coleman 2015), et la suffisance des politiques et fonctionnaires australiens plus que contents de la balance des paiements favorable, et aveuglés par leur certitude que la prospérité de la nation était assurée, pour l'avenir prévisible, par la laine qui poussait sur "le dos du mouton".

Au-delà du commerce, il y a deux autres facteurs à ajouter aux raisons pour lesquelles on ne devrait pas oublier Clive Voss. D'abord, les archives montrent qu'il a travaillé sans répit pour faciliter les voyages de centaines – sans doute de milliers – de visiteurs australiens en France – il a été en effet le représentant officiel de l'Association Nationale Australienne des Voyageurs (NAA A2910 442/21/8 Part 4 Voss à la Haute Commission, 18 août 1938). Parmi ces gens venus "de tous bords" il y en aurait eu qui faisaient le pèlerinage douloureux aux cimetières du Front de l'Ouest, et ce qui est frappant dans l'approche de Voss, c'est qu'il a toujours préféré le contact personnel et les relations personnelles aux liens purement abstraits ou formels. Pour ses maîtres de Londres c'était un signe de faiblesse, mais dans la création de liens entre les peuples australien et français, c'était sûrement une force. Le second facteur est plus symbolique, mais néanmoins pertinent: grâce à la longue durée de son séjour parisien, Voss a contribué à établir l'idée d'une présence officielle distinctivement australienne en France comme quelque chose de *normal*. Si ténue qu'elle ait été, la notion d'une relation australo-française a reçu par Voss une base tangible et durable, ce qui aurait très bien pu ne pas arriver, du moins aussi rapidement, si Voss ne s'était pas battu avec tant de persistance pour en démontrer la valeur.

Au début de la deuxième guerre mondiale, quand Paris est tombé, Voss a pu rejoindre l'Angleterre, où on l'a fait entrer dans le service des renseignements du Commonwealth. Il a passé la majeure partie de la guerre à Liverpool, à surveiller (avec ce qu'on reconnaît être beaucoup de compétence et de tact) les activités portuaires nécessaires à l'opération du transport maritime australien. Bien avant la fin de la guerre, anticipant que l'Australie allait établir à Paris une vraie ambassade, il a fait savoir qu'il aimerait y avoir une place. Malheureusement pour lui, Canberra avait décidé de nommer un conseiller commercial en règle (H. Sullivan), dans le contexte d'une légation à grande envergure, et avait décidé qu'on n'aurait pas besoin de Voss. Mais en fin de compte, dans un geste d'une rare générosité, la Haute Commission à Londres a décidé qu'étant donné son service antérieur, et puisqu'il devait prendre sa retraite dans trois ans, il fallait bien lui offrir quelque chose, et on lui a donc proposé un poste de commis à Paris, qu'il a accepté d'emblée.²⁰

Le dernier élément dans les archives de Voss est une lettre de l'Ambassadeur d'Australie en France au Haut Commissaire à Londres. Dans cette lettre, Keith Officer constate que Voss "est un membre précieux du personnel, grâce, entre autres choses, à la gentillesse avec

²⁰ Ces informations sont empruntées à NAA A2910 442/21/8 Part 5 Staff – Mr Clive Harold Voss. Voss a réussi à faire changer son titre à "Attaché Commercial" – ce qui, affirmait-il, serait mieux compris par les Français.

laquelle il aide tous ceux qui ont besoin de conseils ou de secours.” (NAA A2910 442/21/8 Part 6 Officer to Eric Harrison, 2 February 1951) Cette louange peut paraître un peu légère quand on pense qu’il s’agit d’un homme dont la carrière a traversé les mandats de onze Premiers Ministres australiens et des gouvernements de toutes les couleurs, et qui avait oeuvré pendant plus de trente ans pour faire vivre l’Australie dans l’esprit des Français. Mais Voss, toujours modeste, en aurait été content, d’autant plus qu’il a été décoré aussi bien par les Français (avec la Légion d’honneur [Schedvin 2008, 26]) que par La Reine, comme *Member of the British Empire*, “pour services rendus au développement de relations commerciales entre l’Australie et la France”.²¹ Ayant été ainsi reconnu, il est promptement tombé dans l’oubli où il est resté pendant plus d’un demi-siècle.

J’espère avoir montré que Voss mérite une place plus importante dans le récit national australien et, surtout, dans celui des relations franco-australiennes, tant économiques que plus générales. Voss lui-même n’a jamais oublié sa dette envers Billy Hughes. Il y a un moment en 1944 où il envoie à Hughes un long article tiré de la revue gaulliste londonienne *La France libre*, sur Edouard Herriot, alors interné par le gouvernement de Vichy. L’article est accompagné d’une lettre écrite en français, où Voss s’adresse à son “cher maître” et signe “votre serviteur”. (NLA Hughes Papers 1538/1/6374) Voss avait dû confronter son propre deuil: son fils aîné Michel, s’étant engagé dans la RAF, a été tué dans un accident d’entraînement au Canada en 1943. Je ne sais pas si Voss a laissé des mémoires. En tout cas, son héritage, tel que nous pouvons le reconstruire d’après les archives, se situe dans son engagement – à très long terme et constamment réaffirmé – dans le travail qui visait la construction d’entente et d’échange entre l’Australie et la France et entre les deux peuples. Que l’expression précise de cet échange ait été économique semble, rétrospectivement, presque un hasard: ce n’était en tout cas pas à cette seule dimension que Voss s’est dévoué.

En fin de compte, la figure de Voss fonctionnaire symbolise pour moi une tâche difficile, et peut-être vouée à l’échec, celle de maîtriser l’espace encore peu connu qui séparait d’une part une bureaucratie australienne qui, malgré la Fédération de 1901 et une guerre sanglante, s’identifiait encore à la Grande Bretagne et à l’Empire; et, d’autre part, un peuple australien qui, à travers la perte énorme et incompréhensible de tant de ses jeunes, avait commencé à se tourner vers la France et les Français dans un effort pour trouver une autre façon de comprendre ce qui s’était passé. C’était après tout sur le sol français que la plupart de leurs aimés avaient trouvé la mort ou subi leur mutilation ou leurs blessures. Certains se demandaient si ces jeunes avaient peut-être combattu autant pour la France que pour le Roi et l’Empire.

Conclusion

Si l’Australie est sans aucun doute sortie de la Première Guerre mondiale avec une conscience nationale plus forte, l’histoire de Clive Voss démontre que malgré les efforts du premier ministre Billy Hughes, la nation n’était pas encore prête pour des relations commerciales planifiées et soutenues avec la France, ou avec n’importe quel autre pays au-delà du monde anglophone. L’Accord commercial de 1937 a créé des possibilités d’avenir, mais il y a eu peu de temps pour cimenter les liens avant la nouvelle tempête.

La Deuxième Guerre mondiale a provoqué une révolution géopolitique dont les effets retentissent encore aujourd’hui. C’est cette révolution qui forme le contexte de ce qui sera le prochain chapitre dans l’histoire des relations de l’Australie avec la France. Pour écrire cette

²¹ 9 juin 1955 : voir <https://www.thegazette.co.uk/London/issue/40498/supplement/3299/data.pdf>

histoire-là, il faudra recourir à d'autres archives. Il y aurait des continuités : la mémoire du sacrifice commun pour des valeurs partagées resterait et il y aurait encore des tensions à propos du Pacifique. Mais il y aurait aussi des ruptures, dont certaines découlent des différentes expériences de la période 1939-1945. L'Australie avait atteint une plus grande mesure de maturité et d'indépendance vis-à-vis de la Grande Bretagne quand, contre une forte pression britannique, elle retira ses forces du Moyen-Orient pour faire face à la menace japonaise plus près de son territoire. La France, pour sa part, perdait son statut de Grande Puissance et souffrait de conflits internes profonds. Peut-être le moment le plus tragique dans l'histoire des relations entre la France et l'Australie se situe-t-il en Syrie en 1941, quand Français et Australiens se sont battus et entre-tués dans une campagne brève mais amère et sanglante. (De Wailly 2006, James 2017). Cependant, dans le Pacifique, dès août 1940, l'Australie avait soutenu le *ralliement* à la France Libre en Nouvelle Calédonie. Elle avait entraîné, vêtu et armé, aussi, le Bataillon français du Pacifique qui servirait avec distinction au Moyen-Orient. Ce thème est développé dans l'étude d'Anita Butler-Planchon. Mais j'aimerais insister sur le fait que la politique de l'Australie, à partir de 1944 au moins, et à la différence de celle de la Grande Bretagne et des Etats-Unis, a été de soutenir la pleine restauration de la France et son Empire après la guerre, et de promouvoir des relations bilatérales consistantes (voir par exemple NAA A 989 44/735/515, A5954 647/6).

La réaffirmation constante des valeurs partagées qui soutiennent l'amitié de nos deux démocraties est devenue un lieu commun des discours officiels des dernières décennies ; et la mémoire de l'expérience partagée de la première guerre mondiale y est assez naturellement mis en lumière pendant ces années de commémoration du centenaire. Ce sont là les bases fondamentales de la déclaration conjointe de partenariat stratégique signée par l'Australie et la France en 2012 et renforcée en 2017. Pour ce qui concerne les relations économiques, le plus grand changement est que la balance commerciale, qui jusqu'à la deuxième guerre mondiale favorisait nettement l'Australie, se penche fortement maintenant vers la France. (DFAT 2017). Mais nous devons nous rappeler que nos pays ne sont pas des partenaires commerciaux majeurs. Les pourcentages du commerce total de chaque pays dans le commerce bilatéral sont minuscules : moins de 0.5% pour la France, et à peine plus de 1% pour l'Australie. La relation bilatérale amicable est plus stratégique que strictement ou directement économique, et cela encore plus aujourd'hui que pendant l'entre-deux-guerres, quand la prospérité de l'Australie dépendait de la laine qui venait du dos de nos moutons. Quand aux relations entre personnes et entre peuples que Clive Voss encourageait avec tant de succès, tout indique qu'elles sont en plein épanouissement, mais voilà un champ d'étude qui demandera son propre récit historique. C'est un récit qui dépendra sans doute autant d'histoires individuelles et familiales que de ce qu'on peut trouver dans les archives d'état mais, comme l'itinéraire de Clive Voss le montre je crois, l'interaction de ces deux dimensions peut offrir de bonnes surprises.

Références

Aldrich, Robert, 1989, "La Mission Française en Australie de 1918: l'Australie et les relations franco-australiens au lendemain de la guerre ", in Andrée Dommergues & Maryvonne Nedeljkovic (eds), *Les Français et l'Australie: voyages de découverte et missions scientifiques de 1756 à nos jours*, Paris: Université de Paris X Nanterre, 295-305.

Aldrich, Robert, 1990, *The French Presence in the South Pacific 1842-1940*, Basingstoke/London: Macmillan.

Barko, Ivan, 1999, "The Foundation and Early History of the *Alliance Française* of Sydney", *Explorations*, 26, 1999, 3-44.

Biard d'Aunet, Georges, 1898, Memorandum à S. E. M. Delcassé, ministre des Affaires Etrangères à Paris, *Explorations*, 19, December 1898, 7-30. Aussi Archives nationales françaises (Nantes), MAE 428/PO/1 Box 20/21.

Bridge, Carl & Bernard Attard, 2000, *Between Empire and Nation: Australia's External Relations from Federation to the Second World War*, Kew, Vic., Australian Scholarly Publishing.

Coleman, William, 2015, "Was the First World War Disturbing or Reinforcing of Australia's Economic Model", Centre for Economic History, The Australian National University Discussion Paper Series, N° 2015-04, March 2015. Online:

<https://econpapers.repec.org/paper/auuhpaper/034.htm> Consulted 17 February 2018

Department of Foreign Affairs and Trade (DFAT), 2017, *France Fact Sheet*, <https://dfat.gov.au/trade/resources/Documents/fran.pdf>

Demolins, Edmond, 1897, *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons?* Paris: Firmin-Didot.

De Wailly, Henri, 2006, *Syrie 1941 – La guerre occultée: Vichystes contre Gaullistes*, Paris: Perrin.

Douglas, Louise, 2008, 'Representing colonial Australia at British, American and European International Exhibitions', *reCollections*, vol 3., n° 1, March.

http://recollections.nma.gov.au/issues/vol_3_no_1/papers/representing_colonial_australia consulted 4 January 2018.

Dwyer, Jacqueline, 2015-2016, "Ahead of their Time: the French Economic Mission to Australia", *The French Australian Review*, n° 59, Australian Summer, 30-54.

Dwyer, Jacqueline, 2017, *Flanders in Australia: a Personal History of Wool and War*, Melbourne: Australian Scholarly Publishing.

Fathi, Romain (2015) "*Do not forget Australia*": *Australian War Memorialisation at Villers-Bretonneux*", PhD Thesis for the University of Queensland and L'Institut d'études politiques de Paris.

Fitzhardinge, L. F., 1979, *The Little Digger 1914-1952: William Morris Hughes – a Political Biography*, vol II, Sydney/Melbourne: Angus and Robertson.

Horne, Janet, 2002, *A Social Laboratory for Modern France: the Musée social and the Rise of the Welfare State*, Durham, NC: Duke University Press.

Hudson, W. J., 1974, *Billy Hughes in Paris: the Birth of Australian Diplomacy*, Melbourne: Nelson, in association with the Australian Institute of International Affairs.

Hughes, William Morris, c. 1865-1958, *Papers*, National Library of Australia, MS 1538 (Bib ID 527195).

James, Richard, 2017, *Australia's War with France: the Campaign in Syria and Lebanon, 1941*, Newport NSW: Big Sky Publishing.

Jolly, Jean, 1960-1977, *Dictionnaire des parlementaires français de 1889 à 1940*, Paris: Presses universitaires de France.

Journet, Ferdinand, 1885, *L'Australie: description du pays, colons et natifs, gouvernement, institutions, productions, travaux publics, mines*, Paris: J. Rothschild.

Kirsop, Wallace, 1995, *Books for Colonial Readers: the Nineteenth Century Australian Experience*, Melbourne: Bibliographical Society of Australia and New Zealand, in association with the Centre for Bibliographical and Textual Studies, Monash University.

Leroy-Beaulieu, Pierre, 1901, *Les nouvelles sociétés anglo-saxonnes: Australie-Nouvelle Zélande Afrique du Sud*, nouvelle édition, Paris: Armand Colin.

National Archives of Australia, *Clive Voss Files*

- A461 0323/1/7 Part 1 Australian Commercial Representation – France – Appointments – Voss – Personal File
- A2 1920/2849 Trade Reports by Voss CH re trade in France
- A981 FRA 37 France – Misc. Letters from C. H. Voss
- A981 TRAD 50 PART 1 France: Correspondence with CH Voss
- A2910 442/21/8 Part 2 Mr. Clive Voss – Personal File (May 1919 to May 1930)
- A2910 442/21/8 Part 3 Mr. Clive Voss – Personal File (June 1930 to April 1937)
- A2910 442/21/8 Part 4 Staff – Mr Clive Harold Voss (August 1937 to December 1943)
- A2910 442/21/8 Part 5 Staff – Mr Clive Harold Voss (August 1937 to December 1948)
- A2910 442/21/8 Part 6 Staff – Mr Clive Harold Voss (1948 to February 1953)

Nettelbeck, Colin, 1995, “Looking Ahead: an 1898 French View of Australian Federation”, *Explorations*, 19, December 1995, 3-30.

Nettelbeck, Colin, 2018, “French Awareness of Australia: the Role of Albert Métin”, *The French Australian Review*, 64, Australian Winter, 26-59.

Schedvin, Boris, 2008, *Emissaries of Trade: A History of the Australian Trade Commissioner Service*, Barton, ACT: Department of Foreign Affairs and Trade.

State Library of Victoria (SLV) Documents et correspondance concernant le commerce du cognac avec la France. MS 4720/1, 4726/9, 4781

Twomey, Paul, “Versailles and the 1920s”, in Bridge & Attard (2000), 47-60

Vigouroux, Louis, 1902, *L'évolution sociale en Australasie*, Paris, Armand Colin.